



FLASH AGRI ZONE ALENA



© DG Trésor Numéro 220 - Août 2016

EDITORIAL

Les cours bas du lait affectent également les Etats-Unis

Le prix du lait n'a jamais été aussi faible aux Etats-Unis depuis octobre 2009 (320 \$- environ 284 Euros- la tonne), du fait de la conjoncture mondiale (demande moindre de la Chine en poudre de lait, embargo russe et fin de la politique des quotas laitiers dans l'Union européenne). D'après la National Milk Producers Federation (NMPF), les exportations américaines de fromages ont diminué de 20% entre 2014 et 2016. Par ailleurs, le coût de l'aliment du bétail a augmenté et les marges sont les plus basses depuis la mise en place du programme de protection des marges laitières (127\$ la tonne). Dans ce contexte, la NMPF et les deux syndicats agricoles, l'American Farm Bureau Federation et la National Farmers Union, sont intervenus auprès du Ministre Vilsack.

Dans une lettre adressée au Ministre début août, la NMPF a sollicité l'achat par l'USDA de 100 à 150 millions\$ en valeur de fromages en vue de leur distribution à des banques alimentaires. Selon son Président, Jim Mulhern, un tel programme permettrait de retirer l'équivalent d'environ 400 000 tonnes de lait du marché domestique et de renforcer le prix de la tonne de lait de 3,52\$ en une année, ce qui entraînerait une augmentation des revenus agricoles des Etats-Unis d'environ 380 millions \$.

Par ailleurs, seuls 23 000 producteurs laitiers (sur un total de 45 000) ont adhéré en 2016 au programme de protection des marges laitières (MPP-Dairy). Ce programme, établi par le Farm Bill 2014, aide financièrement les producteurs laitiers quand leur marge descend en-dessous du seuil de couverture sélectionné. En 2016, les producteurs bénéficiant du MPP-Dairy toucheront une aide financière record de 11,2 millions \$, ce qui, d'après Zippy Duvall, Président de l'American Farm Bureau Federation « aidera, mais ne sera pas suffisant ». En 2015, 1 225 exploitations laitières avaient déjà disparu – exploitations de petite taille pour la plupart, possédant moins de 200 vaches laitières en moyenne.

L'USDA a annoncé le 23 août son intention d'acheter pour 20 millions \$ de fromages (correspondant à environ 5000 tonnes), qui seront distribués à des familles nécessiteuses dans le cadre de ses programmes d'aide alimentaire et nutritionnel. Les fédérations d'agriculteurs ont applaudi cette initiative, mais certains détracteurs indiquent que ce rachat est anecdotique et n'aura qu'un faible effet sur le secteur laitier.

Bonne lecture !



Politiques commerciales

Etats-Unis : L'acquisition de Syngenta par ChemChina a été approuvée par le Comité des Investissements Etrangers aux Etats-Unis

Syngenta avait annoncé le 3 février 2016 que ChemChina avait proposé une acquisition de la totalité de son capital en actions pour une somme de 43 milliards \$. Cette acquisition était étudiée par le Comité des Investissements Etrangers aux Etats-Unis (CFIUS).

Voir [Flash Agri n°215 – Mars 2016](#)

Syngenta, entreprise suisse spécialisée dans la production de pesticide et de semences et possédant d'importants investissements aux Etats-Unis, et ChemChina, grand groupe de l'agrochimie et premier producteur de pesticides chinois, ont annoncé, le 22 août 2016, que le Comité des Investissements Etrangers aux Etats-Unis (CFIUS) a donné son approbation pour l'acquisition de l'entreprise Syngenta par ChemChina. Si cet achat avait lieu, il s'agirait de la plus grosse acquisition d'une entreprise étrangère par une entreprise chinoise.

Les entreprises ont indiqué qu'elles ne dévoileraient pas les détails de l'accord avec le CFIUS afin de respecter la confidentialité de la procédure. Syngenta souhaite que le rachat ait lieu avant la fin de l'année.

Politiques agricoles

ETATS-UNIS : Surfaces cultivées en maïs, coton et soja génétiquement modifiés

ERS : Economic Research Service - Service de Recherche Economique du Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis (USDA)

Les cultures tolérantes aux insectes contiennent un gène appartenant à la bactérie du sol *Bacillus thuringiensis* qui produit une protéine, toxique pour certains insectes et protégeant ainsi la plante tout au long de son cycle de vie.

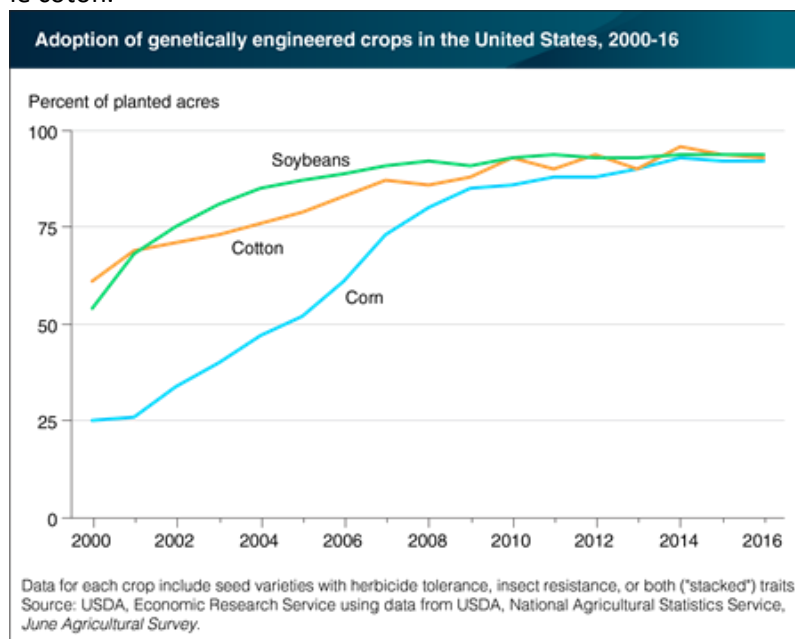
Les variétés de semences dites « stacked » possèdent à la fois des caractéristiques de résistance aux herbicides et de résistance aux insectes.

Pour le soja, il n'existe que des variétés OGM tolérantes aux herbicides

Selon l'Economic Research Service (ERS), la majorité des producteurs américains de soja, de coton et de maïs cultivent des semences génétiquement modifiées, et ce malgré leurs prix plus élevés.

En 2016, les variétés de plantes résistantes aux herbicides, celles résistantes à certains insectes et les variétés « stacked » représentent au total aux Etats-Unis 94% des surfaces cultivées en soja, 93% des surfaces cultivées en coton, et 92% des surfaces cultivées en maïs. Ces surfaces ont augmenté au cours de ces dernières années.

Les variétés « stacked » sont les semences les plus cultivées en ce qui concerne le maïs et le coton.





ETATS-UNIS : De plus en plus d'agriculteurs américains souscrivent à des assurances récolte

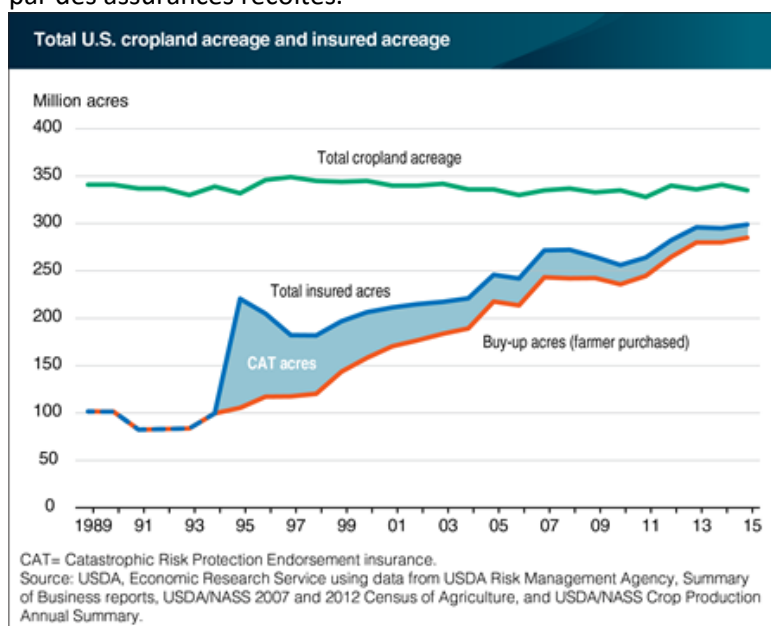
ERS : *Economic research Service*

Selon l'ERS, de plus en plus d'exploitations agricoles américaines souscrivent des assurances récoltes. Au début des années 1990, moins de 30% des terres cultivées aux Etats-Unis étaient couvertes par des assurances récoltes. En 2015, ce chiffre atteint 90%, soit 121 millions d'hectares.

Quelle en est l'explication ?

Le Federal Crop Insurance Reform Act (FCIRA), mis en place en 1994, a introduit une assurance « Catastrophic Risk Protection Endorsement (CAT) » à faible couverture et entièrement subventionnée, ainsi qu'une obligation temporaire pour les producteurs de souscrire une police d'assurances pour être éligibles à d'autres programmes de soutien. Cela a entraîné un pic de souscription aux assurances récolte.

Par ailleurs, comme la CAT rembourse uniquement 55% du prix de la récolte dans le cas où les pertes dépassent 50% de la récolte, les agriculteurs ont eu plus tendance à souscrire des assurances avec des couvertures supplémentaires pour s'assurer une meilleure protection. On parle d'assurance « buy-up ». Ces dernières sont aussi subventionnées, mais seulement en partie, contrairement à la CAT. Elles ont été davantage subventionnées avec le FCIRA de 1994 ainsi qu'avec l'*Agricultural Risk Protection Act (ARPA)* de 2000. En 2015, les producteurs souscrivant à ces assurances « buy-up » payaient en moyenne 38% du prix total. Dans certains cas, ces assurances peuvent rembourser jusqu'à 75% de la valeur d'une récolte. En 2015, ce type d'assurance était utilisé pour 95% des terres cultivées assurées par des assurances récoltes.



ETATS-UNIS : Donald Trump dévoile son comité consultatif sur l'agriculture et la ruralité

Le candidat républicain à l'élection présidentielle, Donald Trump, a annoncé mardi 16 août la mise en place d'un comité consultatif sur l'agriculture et la ruralité. Composé de 65 personnes, il comprend le "gratin" de la politique agricole, avec 5 membres du Congrès y compris les Présidents des comités agricoles de la Chambre des Représentants (Mike Conaway, Texas) et du Sénat (Pat Roberts, Kansas), 10 gouverneurs d'Etats fédérés agricoles anciennement ou actuellement en poste, ainsi que deux anciens candidats à



l'investiture présidentielle du parti républicain, les Gouverneurs Rick Perry and Jim Gilmore.

Dans cette liste figurent également certains des principaux donateurs du Parti Républicain tels que Charles Herbster, un éleveur de bovins du Nebraska, et Bruce Rastetter, un riche leader de l'agrobusiness de l'Iowa.

Le comité, six fois plus important que celui du candidat républicain Mitt Romney à l'élection présidentielle de 2012, intègre aussi certains "personnages" de la campagne de D. Trump, comme le poète cowboy officiel du Texas, Red Steagall, ou encore le Commissaire à l'agriculture du Texas, Sid Miller, qui a voulu réintroduire les "friteuses" et les boissons sucrées à l'école.

Le rôle que ce comité jouera dans la campagne de D.Trump n'est pas encore très clair. Une première réunion a eu lieu mi-août, dirigée par C.Herbster. Ce dernier a annoncé que le comité se concentrera sur les politiques agricoles, mais aussi sur la collecte de fonds et la mobilisation d'électeurs ruraux.

ETATS-UNIS : Les filières cherchent à redresser l'économie de leurs secteurs

USDA : *United States Department of Agriculture* – Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis

Le secteur laitier n'est pas le seul à souffrir d'excédents. Les cultures de maïs, soja et blé atteignent des rendements record aux Etats-Unis encore cette année, entraînant un maintien de prix bas et une diminution des revenus pour les producteurs.

USAID : *United States Agency for International Development* – Agence des Etats-Unis pour le développement international

Dans ce contexte, les différentes filières cherchent à relancer l'économie du secteur agricole en renforçant le lobbying auprès de l'USDA et du Congrès.

National Farmers Union : deuxième plus large organisation d'agriculteurs aux Etats-Unis après le Farm Bureau

L'industrie du blé a ainsi sollicité l'aide du Président du Comité d'affectation budgétaire du Sénat pour les questions agricoles, M. Moran (Républicain- Kansas). Afin de réduire les surplus de cette matière première, ce dernier a demandé début août à l'USDA et l'USAID de privilégier le blé dans les programmes d'aide alimentaire allouée à l'international (Food for Peace et McGovern-Dole Food for Education Program), et autorisés par le Farm Bill. Si l'USAID envisage de répondre à la requête du Sénateur Moran, son porte-parole, Ben Edwards, a cependant rappelé que le principal objectif de l'aide alimentaire américaine est de sauver des vies, réduire la malnutrition et améliorer la sécurité alimentaire des populations et que l'approche de l'aide alimentaire est basée sur les conditions locales dans chaque pays.

National Sustainable Agriculture Coalition : alliance d'organisations communautaires qui encourage des réformes politiques à l'échelle fédérale pour améliorer la durabilité de l'agriculture, des systèmes alimentaires, des ressources naturelles et des communautés rurales.

Par ailleurs, la *National Farmers Union (NFU)*, la *National Sustainable Agriculture Coalition* et l'*Independent Community Bankers of America* cherchent à renforcer le financement des programmes de prêts de l'USDA. Compte tenu de la faiblesse des prix des matières premières, les producteurs font face à de faibles marges et les banques ont tendance à réduire les prêts. Or déjà en juillet, l'USDA avait épuisé ses financements dans quelques domaines, notamment ceux prévus pour l'aide aux intrants tels que les semences et les fertilisants. Il est courant que le Ministère n'ait plus de fonds pour certaines catégories de programmes d'aide, mais cela arrive généralement plus tard dans l'année.

Independent Community Bankers of America : représente 6000 banques communautaires aux Etats-Unis

Par conséquent, ces trois associations ont demandé au Congrès d'allouer 16,5 millions \$ de plus à l'USDA que ce qui était prévu dans le budget initial de l'année fiscale 2017 (2,6 milliards \$).

La NFU a déclaré que l'accroissement des financements disponibles pour les programmes de prêts de l'USDA aux agriculteurs constituait sa priorité de la rentrée.



Politiques environnementales

ETATS-UNIS : Lourdes pertes économiques liées aux inondations sur les cultures de riz dans le Sud-Ouest de la Louisiane

Les inondations ont touché plus particulièrement le sud-ouest de l'Etat où est cultivé 75% du riz produit en Louisiane.

Des inondations ont touché récemment la Louisiane. Un rapport publié le 16 août 2016 estime que les pertes économiques liées à ces inondations dans les exploitations agricoles cultivant du riz dans le sud-ouest de l'Etat s'élèvent à 14,3 millions \$. Ce chiffre ne comprend pas les pertes de repousses, ni celles liées aux dommages des infrastructures et des équipements.

L'inondation des rizières cause en effet des pertes de rendements. Ce phénomène est d'autant plus rapide quand le riz est mûr et prêt à être récolté puisque les grains s'imbibent d'eau et germent. Si le riz est récolté rapidement après l'inondation, il peut tout de même trouver un marché ; ceci n'est pas le cas pour un riz germé qui serait resté trop longtemps submergé et aurait tendance à moisir. Un autre phénomène causé par la pluie ou le vent, est la verse : le riz est alors courbé au sol et difficile à récolter. De plus, les grains ont également tendance à germer et à moisir puisqu'ils restent à l'humidité, et ce, même quand le terrain n'est pas inondé

Politiques alimentaires

ETATS-UNIS : Nouveautés sur la mise en œuvre du *Food Safety Modernization Act (FSMA)*

Voir la proposition de guide sur le *Federal Register*: "*Hazard Analysis and Risk-Based Preventive Controls for Human Food: Guidance for Industry*".

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments (*Food Safety Modernization Act - FSMA*), la FDA a publié le 4 août 2016 un projet de guide visant à aider l'industrie dans l'application de la règle sur les contrôles préventifs pour l'alimentation humaine. La proposition de guide est soumise à commentaires jusqu'au 21 février 2017.

La FDA a également publié le 4 août une règle reportant **certaines** dates de mise en œuvre de 4 règles d'application de la FSMA : la "final rule" sur les contrôles préventifs pour l'alimentation humaine, la "final rule" sur les contrôles préventifs pour l'alimentation animale, la "final rule" sur la sécurité sanitaire des fruits et légumes frais et la "final rule" sur le programme de vérification des fournisseurs étrangers (FSVP). **Les nouvelles dispositions sont cependant limitées aux entreprises de petite taille et pour des conditions particulières.**

Voir dans le *Federal Register*: "*The Food and Drug Administration Food Safety Modernization Act; Extension and Clarification of Compliance Dates for Certain Provisions of Four Implementing Rules*".

Ainsi s'agissant des règles devant très prochainement entrer en vigueur, les dates restent inchangées. Ceci concerne en particulier les grandes et moyennes entreprises spécialisées qui devront se mettre en conformité d'ici le 19 septembre 2016 avec la règle sur les contrôles préventifs pour l'alimentation humaine - *Preventive Controls for Human Food* – et d'ici le 18 septembre 2017 avec la règle sur les contrôles préventifs dans l'alimentation animale - *Preventive Controls for Food for Animals*.



Politiques sanitaires

ETATS-UNIS : La plupart des rappels de denrées alimentaires est due à la présence d'allergènes non déclarés

USDA - United States Department of Agriculture : Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis

L'USDA est en charge de l'inspection des viandes, des produits carnés et des ovoproduits.

La **FDA (Food and Drug Administration)** en charge de l'inspection des autres aliments

ConAgra Foods : entreprise agroalimentaire américaine vendant ses produits sous marques distributeurs, mais qui fournit aussi des chaînes de restauration nationales et internationales.

Centers for Disease Control and Prevention : appartient au *Department of Health and Human Services* qui est le ministère de la santé des Etats-Unis

Les allergènes, tels que les noix ou le lait, dont la présence n'est pas correctement indiquée sur l'étiquetage d'un produit, sont la principale cause de rappel des aliments inspectés par l'USDA. Le nombre de rappels liés à ces allergènes a augmenté depuis 2006, passant de 9 à 58 rappels en 2015.

Selon Al Almanza, *Deputy Undersecretary* pour la Sécurité sanitaire des aliments de l'USDA, l'augmentation des rappels d'aliments liés à la présence d'allergènes non déclarés est souvent due à des ingrédients alimentaires non soumis à inspection par l'USDA et fabriqués par différents fournisseurs en amont de l'entreprise de transformation considérée. Par exemple, l'entreprise *ConAgra Foods* avait été amenée à rappeler plus de 84000 livres (environ 38 tonnes) de plats cuisinés surgelés en mai 2014, suite à une confusion concernant la sauce utilisée. Un lot de sauces *Worcestershire* produites par une autre compagnie et mal étiquetées avait été utilisé de manière erronée dans le plat cuisiné à la place d'une sauce *Rochester*, qui était l'ingrédient correct. Or la sauce *Worcestershire* contenait des anchois, contrairement à la sauce *Rochester*. Comme l'étiquette du plat cuisiné surgelé ne faisait pas mention de la présence de poisson, le plat cuisiné a dû être rappelé pour défaut de déclaration d'allergène.

Précédemment, les pathogènes tels que *Listeria* et les salmonelles étaient à l'origine de la plupart des rappels d'aliments par l'USDA. Le nombre de rappels de produits alimentaires liés à la présence de pathogènes - *E.Coli*, *Listeria* et *Salmonella* - a quant à lui diminué, passant de 34 rappels en 2007 à 16 rappels en 2014.

Selon Al Almanza, la mise en place de l'approche «consignation des produits avant l'obtention des résultats d'analyses» a permis de réduire le nombre de rappels, en particulier ceux liés à des contaminations par *Listeria*. Il avance aussi que les contaminations par *E. Coli* O157:H7 ont sûrement diminué grâce à un renforcement de la pression de contrôle (notamment un échantillonnage plus important).

Selon le *Centers for Disease Control and Prevention (CDC)*, la politique sanitaire actuelle de l'USDA semble être efficace : les viandes bovines et porcines étaient à l'origine de respectivement 667 et 574 toxi-infections alimentaires en 2007 contre 152 et 134 en 2014.

ETATS-UNIS : Résultats de la surveillance microbiologique sur les fromages au lait cru mise en place par la Food and Drug Administration (FDA) de janvier 2014 à novembre 2015

FDA : Food and Drug Administration

Seuls les fromages au lait cru d'une durée d'affinage d'au moins 60 jours peuvent être commercialisés aux Etats-Unis

Les critères microbiologiques acceptables relatifs à E Coli non pathogène dans les fromages au lait cru sont plus restrictifs aux Etats-Unis que dans l'Union européenne Aux Etats-Unis :

La FDA a publié le 21 juillet 2016 un rapport sur la surveillance microbiologique réalisée de 2014 à fin 2015 sur les fromages au lait cru. Celle-ci avait pour objectif, sur la base d'un nouveau modèle d'échantillonnage, de déterminer les liens entre la présence de pathogènes et l'origine, le type de fromage ou les conditions de fabrication. Dans ce cadre, 1606 échantillons avaient été testés au regard de *Salmonella*, *Listeria monocytogenes*, *E. Coli* O157:H7 et autre *E. Coli* productrices de shiga-toxines ainsi que *E. Coli* génériques. La FDA avait cherché à organiser son plan d'échantillonnage sur la base du ratio marché du fromage domestique/ marché du fromage importé ; elle n'y est cependant pas parvenue du fait de l'absence de suivi de la production du fromage au lait cru au niveau national par le Gouvernement fédéral. Ainsi 29 % prélèvements avaient été effectués à l'échelle domestique (473 échantillons) et 71 % à l'importation (1133, dont 531 pour la France, de loin la provenance la plus testée).



Nombre d'échantillons
prélevés : n = 5
Nombre d'échantillons
défectueux admissibles : c = 2
Seuils limites : m = 10 ufc/g et
M = 100 ufc/g

Seuls 2 échantillons peuvent
être compris entre m et M, les
3 autres devant être inférieurs
à m ; si 1 échantillon est
supérieur à M alors le lot est
considéré comme
défectueux ; si 3 échantillons
sont compris entre m et M, le
lot est aussi considéré comme
défectueux.

Dans l'Union européenne :

n = 5 c=2 m=100 ufc/g,
M=1000 ufc/g

Les résultats du plan de contrôle montrent que moins de 1% des échantillons présentaient une contamination par des bactéries pathogènes. Compte tenu de ce faible taux de contamination, la FDA n'a pas été en mesure de détecter de différences de contamination basées sur le type de fromage ou l'origine (domestique versus import). Le taux de contamination à *E. Coli* générique s'élevait à 5,4% (87 échantillons concernés ; 69 provenaient de lots importés dont 47 de France, pays le plus touché). La FDA précise que s'agissant de cette dernière bactérie, elle est rarement responsable de pathologies, mais qu'elle est plutôt le reflet de mauvaises conditions d'hygiène lors de la transformation.

Enfin la FDA a suspendu ses tests de recherche d'*E. Coli* génériques sur les fromages au lait cru depuis le 9 février 2016. L'Agence indique en effet vouloir réévaluer les critères acceptables relatifs à *E. Coli* non toxigène dans les fromages au lait cru.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Washington (adresser les demandes à agro@ambafrance-us.org)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Éditeur : Catherine ROGY
Service Economique Régional
Adresse : 4101 Reservoir Road N.W
Washington DC, 20007, USA

Directeur de la publication : Christophe Malvezin
Christophe.malvezin@dgtrésor.gouv.fr
Articles rédigés par Margot Tysebaert
Revus par : Catherine Rogy
Date de parution : 01-09-2016
ISSN : Portail Marchés Extérieurs – 1638-1610
Abonnement :
En ligne : [cliquer ici](#)